

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Commune de Livernon

N° DOSSIER : PC04617623C0004

Date de dépôt : 28/02/2023

Dates de complétude : 27/03/2023

Demandeur : M. Cyril Mac Ginley

Pour : Changement de destination d'un préau et d'un garage en habitation déjà existant lors de mon achat en juin 2022 (PC04617611F0018 ET DP04617619P0005)

Adresse terrain : 237 route de Saint-Rémy
46320 LIVERNON

Cadastré : 0G 0448, 0G 0479

ARRÊTÉ

autorisant un permis de construire Au nom de la commune de Livernon

Le maire de Livernon,

Vu la demande de permis de construire initiale présentée le 24/02/2023 par M. Cyril MAC GINLEY pour Changement de destination d'un préau et d'un garage en habitation, demeurant 237 Route De Saint Rémy 46320 LIVERNON ;

Vu l'objet de la déclaration :

- pour changement de destination d'un préau et d'un garage en habitation ;
- sur un terrain situé 237 route de Saint Rémy 46320 LIVERNON;
- pour une surface de plancher créée nulle

Vu le code de l'urbanisme;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 17/01/2018 ;

Vu la zone A du document d'urbanisme ;

Vu la promulgation de la loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP) du 07/07/2016 ;

Vu l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 03/03/2023

Vu les pièces complémentaires reçues en date du 27/03/2023

Considérant de plus que l'immeuble concerné par ce projet est situé dans le périmètre délimité des abords ou dans le champ de visibilité d'un monument historique (Église Saint-Rémi) et que les articles L.621-30, L.621-32 et L.632-2 du code du patrimoine sont applicables ;

Considérant que le projet, en l'état, est de nature à porter atteinte à la conservation ou à la mise en valeur du monument historique précité ou de ses abords, mais qu'il peut cependant y être remédié ;

ARRÊTE

Article 1

Il n'est pas fait opposition au permis de construire sous réserve du respect des prescriptions mentionnées à l'article 2.

Article 2

Les réserves et prescriptions contenues dans la déclaration préalable DP 04617619P0005 et le PC04617611F0018 sont maintenues en ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent permis.

Commune de Livernon, le 15/05/2023
Le Maire, Jacques COLDEFY,

L'adjoint délégué,
Jean-Paul SEJECAZE



La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

La transmission est effectuée le : 16/05/2023

L'avis de dépôt de la demande a été affiché en Mairie le : 28/02/2023

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.

A cet effet il peut saisir le tribunal administratif de Toulouse, territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis de construire : Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme et au décret n°2016-6 du 5 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de **trois ans** à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours, le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité. L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407*02 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers:

elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.